de la Compagnie) pour l'année civile 1958, sous réserve de recouvrement, sur ces sommes, des avances comptables faites à la Compagnie du National à même le Fonds du revenu consolidé, \$51,591,424.

M. Brassard (Lapointe): J'aimerais dire quelques mots à ce sujet. Je préférerais, naturellement, que le ministre des Transports fût à sa place, mais il doit avoir une bonne raison pour être absent. Au nom de plusieurs organismes publics de ma circonscription et de toute la région du Saguenay et du lac Saint-Jean, j'ai essayé d'obtenir de la direction du National-Canadien les chiffres d'exploitation relatifs au service Montréal-Chicoutimi et Québec-Chicoutimi, et cela pour les deux ou trois dernières années. J'ai moi-même correspondu avec des employés supérieurs du National-Canadien qui m'ont dit, —j'ai sur mon pupitre une lettre datée du 19 mars,— que le renseignement ne pouvait pas être divulgué au public, parce que la chose pourrait être utile aux concurrents. Or, le National-Canadien n'a aucun concurrent dans la région. La raison pour laquelle les gens demandent ces chiffres, c'est qu'ils estiment que des réparations urgentes s'imposent à la ligne Montréal-Chicoutimi et Québec-Chicoutimi. Cette ligne a un pressant besoin de réparations.

J'aurais autre chose à dire à ce sujet, mais je vais attendre que le comité soit saisi des crédits du ministère des Transports pour faire un exposé plus complet au ministre.

L'hon. M. Chevrier: Monsieur le président, il s'agit d'un crédit assez considérable. On ne peut s'attendre, je le sais, que le ministre fournisse tous les détails d'un crédit supplémentaire. Toutefois, comme il s'agit d'un déficit assez considérable, même s'il a déjà fait l'objet d'une discussion générale, je me demande si le ministre aurait l'obligeance d'en signaler les points saillants.

L'hon. M. Fleming: Oui, avec plaisir, monsieur le président. Le comité apprendra sans doute avec satisfaction que le bilan d'exploitation présenté par le National-Canadien pour l'année 1958 est légèrement meilleur qu'on s'y attendait un an plus tôt. Même si le déficit est très considérable, soit de \$51,591,424, il n'en est pas moins réellement inférieur à ce que l'on prévoyait il y a quelques mois.

L'exposé a la forme habituelle et je signale aux membres du comité que les hauts fonctionnaires du National-Canadien témoignent, très tôt après le congé de Pâques, devant le comité spécial désigné chaque année par la Chambre pour examiner le rapport et l'exploitation du réseau. Les honorables députés auront alors l'occasion de poser des questions et d'obtenir des renseignements complets.

[L'hon. M. Chevrier.]

L'hon. M. Chevrier: Monsieur le président, je suis sûr que la Chambre se réjouira d'apprendre que la situation financière du chemin de fer est meilleure qu'on ne le prévoyait avant la fin de l'année. Mais cela m'amène à poser certaines autres questions au sujet de ce poste, qui est considérable et d'une grande importance. Le programme du gouvernement, relatif aux chemins de fer, est exécuté par son mandataire, le National-Canadien, et le ministre des Finances, étant comptable de ces montants et de ce crédit, même s'il s'agit d'un crédit statutaire présenté à la Chambre chaque année, sera même beaucoup plus en mesure de répondre à ma question que le ministre des Transports. Voici ma question: Quelles lignes supplémentaires prévoit-on d'établir en 1959 par l'intermédiaire du National-Canadien?

Un certain nombre de lignes offraient un intérêt spécial pour tous les députés siégeant de ce côté-ci de la Chambre. Je ne puis parler en leur nom à tous. Ils ont déjà manifesté leur intérêt à cet égard, mais je sais qu'on a réclamé, du temps où nous étions au pouvoir et depuis l'accession du nouveau gouvernement, l'aménagement d'une ligne partant de la région de mon honorable ami, le représentant de Lapointe, du lac Saint-Jean ou de la Malbaie, le long de la rive nord du Saint-Laurent, jusqu'à Sept-Îles. J'ai parlé du député de Lapointe. On a réclamé du gouvernement l'aménagement d'une ligne dans la péninsule de Gaspé.

Quand on soumet ces instances, j'en suis sûr, le ministre des Finances est toujours là pour accueillir la délégation. Il est en mesure de nous dire, peut-être mieux que tout autre ministre, quelle est la ligne de conduite du gouvernement à l'égard de ces revendications. J'espère que le ministre ne se bornera pas à dire: je sais que la ligne de conduite à suivre sera exposée en temps utile. Je ne m'attendrais pas à une telle réponse dans ces circonstances, car j'espère que ces lignes faisaient l'objet d'une étude minutieuse quand nous étions au pouvoir, et je sais que c'est encore le cas. Je serais reconnaissant au ministre si, pour ce crédit qui est de 51 millions de dollars, il faisait une autre réponse que celle qu'on nous sert habituellement, savoir que la politique ministérielle sera annoncée en temps opportun, et s'il faisait une déclaration dont la Chambre tout entière le remercierait, j'en suis sûr.

L'hon. M. Fleming: Je regrette de ne pas pouvoir me prononcer sur la ligne de conduite suivie à l'égard des lignes spéciales qu'on se propose d'aménager. On aura l'occasion de le faire, et c'est un genre de question dont on discute toujours au comité spécial, plus tard au cours de la session.